

PROGRAMME ASIE

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFLUENCE CHINOISE DANS LE PACIFIQUE OCÉANNIEN

PAR
BASTIEN VANDENDYCK
DIPLOMÉ D'IRIS SUP' ET DE L'ICP

FÉVRIER 2018

ASIA FOCUS #61



Perdus entre terre et mer, les territoires archipélagiques du Pacifique océanien sont longtemps restés sans intérêt pour les grandes puissances de ce monde. Alors qu'ils rencontrent l'Occident avec l'évangélisation et la colonisation, les territoires du Pacifique océanien mesurent rapidement leur faiblesse comparée au pouvoir démiurgique des puissances occidentales. Désormais émancipés de leurs anciennes puissances tutélaires, éminemment conscients de leur position politique et économique et bien au fait des risques impérieux qui les menacent, ils semblent aujourd'hui décidés à reprendre en main le destin du Pacifique océanien.

« Espace Asie-Pacifique », « Océanie », ou plus récemment « Pacifique Sud » : les géographes ne sont pas tous d'accord sur la terminologie à adopter : « *les frontières océaniques sont des frontières incertaines [...] et à force de compartimenter le Pacifique, on ne sait plus très bien de quoi on parle* »¹. Pour la présente réflexion, nous opterons pour le terme de « Pacifique océanien ». Le terme d'espace « Asie-Pacifique » n'est pas adapté à l'espace étudié puisqu'il s'étend sur une surface trop grande, qui va des frontières septentrionales russes aux frontières antarctiques chiliennes. Le terme de « Pacifique Sud » ne semble pas non plus pertinent pour évoquer la zone dans la mesure où, comme le souligne Christian Lechervy², il est « *daté géographiquement, historiquement, politiquement, institutionnellement [et] trompeur parce que les États qui sont au nord de l'Équateur sont membres à part entière [du Pacifique océanien] et qu'il faut éviter, surtout quand on est Français, de les mettre de côté comme si c'était un théâtre secondaire, si américanisé qu'il ne nécessite pas d'y porter attention* »³. « Océanie » semble dès lors le plus approprié même s'il est attaché à un découpage géographique imprécis. Cependant, « *il nous faut avoir cette vision d'ensemble* »⁴ qui accepte l'idée d'un espace défini, mais qui ne puisse être enfermé dans des limites trop strictes : « *séparer la Mer de Chine du Pacifique occidental, c'est absurde d'un point de vue stratégique, absurde d'un point de vue économique. C'est même absurde d'un point de vue écologique* »⁵. Aujourd'hui, les jeux d'influences dans la région prouvent que la situation géopolitique de l'Océanie

¹ Entretien du 28/06/2017 avec Christian Lechervy. À lire sur ce sujet : [Repenser la géopolitique maritime du Pacifique](#), *Politique Internationale* n°156, Été 2017.

² Ambassadeur de France auprès de la Communauté du Pacifique et Secrétaire permanent pour le Pacifique.

³ Entretien du 28/06/2017 avec Christian Lechervy.

⁴ Ibidem.

⁵ Ibid.

est tributaire des évolutions en Asie du Sud-Est comme des changements politiques à Washington. Ainsi, il convient de parler de « Pacifique océanien »⁶, ou autrement dit, de la zone océanienne enrichie des dynamismes de la région Pacifique.

Le Pacifique océanien est un espace aux multiples enjeux géopolitiques, sécuritaires, économiques et environnementaux. Peu étudiée avant la fin de la Guerre froide, la croissance asiatique a ravivé l'attention portée à cet espace qui sépare aujourd'hui les deux principales puissances mondiales. Son positionnement stratégique entre Asie et Amérique lui confère un rôle naturel de « tampon », de « glacis défensif », pour les puissances influentes de ces continents. À l'heure où s'affirment les desseins hégémoniques chinois, où se réveillent les ambitions géostratégiques nippones, où l'Asie du Sud-Est porte la croissance mondiale, où le camp occidental, Australie et États-Unis d'Amérique⁷ en tête, est de plus en plus mis en concurrence, le Pacifique océanien revêt une importance toute particulière puisqu'il devient un espace ô combien décisif dans la conduite des affaires internationales.

Le Pacifique océanien, à travers l'Océan Pacifique, est lié à l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Ce lien océanique a facilité les échanges entre ces régions et a permis aux nations asiatiques de s'y investir. Portées par une croissance exceptionnelle, les différentes puissances asiatiques cultivent, depuis les années 1990, un attrait particulier pour la zone. Cette

⁶ On distingue trois grands ensembles dans le Pacifique océanien : la Mélanésie qui se compose de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des îles Fidji, de la Nouvelle-Calédonie, des îles Salomon, de Vanuatu et du Timor oriental ; la Micronésie qui comprend les États fédérés de Micronésie, les îles Marshall, les Kiribati, Nauru, les Palaos, les Mariannes du nord et Guam ; et la Polynésie, ensemble d'îles compris entre Hawaï et l'île de Pâques. En font notamment partie, les îles Samoa, les Tonga et la Polynésie française.

Les territoires du Pacifique océanien disposent de statuts très divers. Certains sont des États indépendants : les Fidji, le Vanuatu, les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Nauru, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Kiribati, les Samoa occidentales, les Tonga, les Îles Salomon, et le Tuvalu. D'autres sont associés à des puissances régionales : Niue, les Îles Cook ou les Îles Mariannes du Nord. Enfin certains sont toujours sous tutelle de grandes puissances occidentales : Hawaï, Guam, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française, les Îles Pitcairn et Tokelau.

Représentant 2% des territoires émergés d'une région grande de 30 millions de kilomètres carrés, la population, de ce que les anglo-saxons nomment les « *Pacific Islands Countries* » (PICs), atteint 9 millions de personnes répartis à 74% en Mélanésie, à 20% en Polynésie et à 6% en Micronésie. Soulignons que ni l'Australie, ni la Nouvelle-Zélande n'ont été associées à ces définitions géographiques afin de conserver une certaine cohérence compte tenu des différences significatives qui subsistent entre ces pays et les PICs. Elles restent cependant partie prenante du Pacifique océanien et ce malgré leur rôle spécifique, proportionnel à leur poids économique et démographique.

⁷ Les États-Unis d'Amérique sont ensuite nommés simplement sous le terme « d'États-Unis ».

dernière, longtemps considérée comme un « lac occidental »⁸, voit la suprématie des États-Unis et de ses alliés remise en question par les nombreuses prospections diplomatiques des nouvelles puissances asiatiques.

Des puissances nouvellement intéressées par le Pacifique océanien, la Chine est celle qui a le plus développé son influence. Forte d'une croissance économique soutenue, la Chine souhaite confirmer son statut de puissance globale. Consciente de la nécessité de s'imposer sur la scène internationale pour y parvenir, la Chine s'engage dans la région. De la fin des années 1990 à aujourd'hui, la Chine n'a cessé d'accroître son influence dans le Pacifique océanien. L'accroissement de son influence est motivé par les intérêts dont elle dispose dans la région (A.I.), et s'appuie sur la qualité des relations qu'elle entretient avec les « *Pacific Islands Countries* »⁹ (PICs) (A.II.). Toutefois, l'essor chinois dans la région n'est pas sans poser la question d'un potentiel affrontement avec les puissances occidentales qui contrôlent depuis longtemps le Pacifique océanien (A.III.).

LE PACIFIQUE OCÉANIEN, UN ESPACE D'INTÉRÊT POUR LA CHINE

Entre forte influence et « counter-containment »

L'engagement de la Chine pour le Pacifique océanien répond avant tout d'une volonté de défendre ses propres intérêts. Même si la région n'est pas un objectif prioritaire pour Pékin, le Pacifique océanien est une zone à l'intérieur de laquelle la Chine expérimente sa diplomatie de *soft power* et tente d'étendre son influence. Avant toute tentative pour s'immiscer dans certaines régions longtemps restées sous influence occidentale, comme l'Afrique ou le Moyen-Orient, il était opportun pour la Chine d'éprouver les principes fondamentaux de sa politique étrangère dans un espace disposant de semblables caractéristiques. Le Pacifique océanien, satisfaisant à ces caractéristiques, devient alors un véritable « laboratoire »¹⁰. C'est, de plus, un espace stratégique pour les puissances occidentales. Elles y ont fondé certains principes géographiques de leur défense : l'arc

⁸ On parle aussi de « lac américain ». L'expression est apparue dans les années 1950 avec l'hégémonie étasunienne dans le Pacifique. Vincent, Coëffé, *Hawaï : la fabrique d'un espace touristique*, Presses universitaires de Rennes, 2014

⁹ Dénomination anglo-saxonne pour qualifier les États insulaires du Pacifique océanien.

¹⁰ Chang Sen, Yu, *The Pacific Islands in Chinese Geo-Strategic Thinking*, Guangzhou, National Center of Oceania Studies, Sun Yat-sen University, 27 February 2015.

mélanésien est la première ligne de défense australienne pour parer à tout risque sécuritaire venant du nord, et les possessions micronésiennes des États-Unis sont la seconde chaîne d'îles censées les protéger contre toute attaque venant de l'ouest. En s'imposant comme un concurrent direct de ces puissances dans un espace tout acquis à leur cause, la Chine trouve un moyen efficace de fragiliser leur défense.

En proie au *containment* étasunien proche de ses frontières – en Corée du Sud, au Japon, au Vietnam, ou encore aux Philippines – la Chine voit le développement de son influence dans le Pacifique océanien comme une mesure de « *counter-containment* ». L'idée est de contester les acquis occidentaux dans la région du Pacifique océanien, notamment en s'alliant avec des PICs influents comme les Fidji ou la Papouasie-Nouvelle-Guinée, afin de faire évoluer les paradigmes en place. Les alliances avec les PICs représentent autant une « brèche » dans les lignes de *containment* étasunien, qu'elles s'avèrent être des têtes de pont d'une future chaîne de défense chinoise face aux Occidentaux. Cette mesure de *counter-containment* s'inscrit dans des discours officiels qui respectent certains principes fondamentaux : maintien d'un environnement international stable avec l'assurance par la Chine de prendre toutes ses responsabilités dans les affaires internationales ; respect du droit de non-ingérence et poursuite d'un développement communément profitable¹¹. Un discours officiel qu'il convient de pondérer tant la politique extérieure chinoise dans le Pacifique océanien ne s'encombre parfois pas de l'ensemble de ces principes.

La poursuite de la lutte contre le régime de Taipei

Le Pacifique océanien est un des espaces où le régime de Taipei dispose d'un nombre important de soutiens. L'arrivée de la Chine dans le Pacifique océanien vise aussi à concurrencer Taïwan dans son ultime zone de confort. Depuis les années 1970, la lutte pour la reconnaissance entre la République Populaire de Chine et la République de Chine est une tendance géopolitique du Pacifique océanien. 30% des États qui reconnaissent

¹¹ Rolfe, Jim, *The South Pacific: regional security and the role of external actors*, Director Centre for Strategic Studies, New Zealand February 2015 ; <https://www.lowyinstitute.org/chinese-aid-map/> - consulté le 09/08/2017.

actuellement Taïwan sont situés dans le Pacifique océanien¹². Il s'agit de Nauru, des Palaos, des îles Salomon, de Tuvalu, de la République de Kiribati et des îles Marshall. Ces pays ne reconnaissent pas la République Populaire de Chine et n'ont pas formellement établi leurs relations diplomatiques bilatérales¹³. La « diplomatie du chèque », c'est-à-dire l'achat des voix onusiennes des PICs en échange d'aides financières, a longtemps maintenu cette reconnaissance. « *Check book diplomacy [...] was particularly stark under pro-independence Taiwanese President Chen Shuibian from 2000 to 2008. During Chen's term, two Pacific Island countries, namely Kiribati and Nauru, switched their diplomatic recognition from Beijing to Taipei* »^{14,15}. Le régime de Taipei a cependant échoué à rallier la Papouasie-Nouvelle-Guinée à qui elle avait pourtant promis 19 millions d'euros. Cet échec forcera d'ailleurs le ministre des Affaires étrangères de Taiwan à démissionner.

Afin de mettre fin aux relations des pays océaniques avec Taïwan, la diplomatie chinoise multiplie les interventions dans la région. En 2007, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a décroché un Palais des Sports flambant neuf, et la compagnie nationale du Vanuatu a obtenu l'installation de nouveaux biréacteurs chinois sur ses avions de ligne^{16,17}. Après les PICs, Pékin se penche désormais sur les organisations régionales océaniques. Le Groupe mélanésien Fer de Lance (GMFL) a vu la construction de son siège, à Port-Vila, financé par les Chinois, tandis que le bureau du Forum des Îles du Pacifique lui, reçoit de nombreuses aides financières¹⁸. Résultat : huit PICs soutiennent la Chine et ont décidé de n'avoir aucun lien avec le régime de Taipei. Il s'agit des Fidji, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Samoa, des États fédérés de Micronésie, des Tonga, de Niue, des Îles Cook et du Vanuatu.

¹² Soit six des vingt États reconnaissant Taïwan.

¹³ Pour ces États, la République Populaire de Chine est un « *dialogue partner* » (partenaire de dialogue).

¹⁴ Zhang, Jian, *China's Role in the Pacific Islands Region, in Regionalism, Security & Cooperation in Oceania*, Honolulu, Asia-Pacific Center for Security Studies, juin 2015.

¹⁵ « La diplomatie du chèque [...] a été particulièrement marquée par la présidence pro-indépendance taïwanaise de Chen Shuibian, de 2000 à 2008. Au cours du mandat de Chen, deux pays insulaires du Pacifique, à savoir Kiribati et Nauru, ont changé leur reconnaissance diplomatique de Pékin à Taipei ».

¹⁶ <http://www.lefigaro.fr/international/2006/04/28/01003->

¹⁷ [ARTFIG90159la guerre des ambassades secoue le pacifique.php](#) - consulté en juillet 2016. ²⁴³ Lechervy, Christian, *L'intégration régionale de la France dans le Pacifique océanien, une diplomatie multimodale*, *Le Journal de la Société des Océanistes*, n°140, janvier-juin 2015

¹⁸ Mohamed-Gaillard, Sarah, *Histoire de l'Océanie*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2015.

En plus de lutter contre le *containment* étasunien, l'influence chinoise dans le Pacifique océanien fragilise les soutiens du régime de Taipei. Alors que le Panama, nation du Pacifique et allié historique de Taïwan, a mis fin à leur partenariat vieux de 63 ans pour ne reconnaître « qu'une seule Chine : la République Populaire de Chine »¹⁹, Taipei doit faire face à l'effritement de ses soutiens océaniques. En quête de soutien financier, les PICs pourraient être attirés par les lucratives promesses chinoises.

Le développement de ses intérêts économiques

Les intérêts économiques chinois dans la zone sont nombreux. Déjà parce que géographiquement, la seule ligne commerciale reliant la Chine à l'Amérique du Sud, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, et peut-être demain à l'Antarctique, passe par le Pacifique océanien. Ensuite parce que les PICs sont riches en matières premières, minières et halieutiques, dont la Chine a besoin²⁰. « *Between 2000 and 2012, China's trade with the eight Island countries with whom it has diplomatic ties rose from \$248 million to \$1.767 billion, a more than seven-fold increase*²¹. *In 2009, China became the second-largest trade partner in the region, after Australia. According to a report by China's Ministry of Commerce, based on 2012 Chinese customs statistics, China's total trade with all Pacific Island countries, including those having no diplomatic ties with Beijing, was as high as \$4.5 billion* »^{22,23}. De plus, la Chine est devenue un important marché d'exportation pour les PICs. En 2016, 62,5% des exportations des Îles Salomon étaient destinées au marché chinois²⁴. La donne est encore plus importante pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée dont la Chine est le premier marché devant l'Australie. Entre 2003 et 2012 les entreprises chinoises ont annoncé avoir investi plus de 700 millions de dollars

¹⁹ http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2017/06/13/le-panama-allie-historique-de-taiwan-se-tourne-vers-la-republique-populaire-de-chine_5143741_3216.html - consulté le 19/08/2017.

²⁰ Graeme, Smith et Denghua, Zhang, *China's Blue Book of Oceania*, Canberra, Australian National University, 2015.

²¹ Chang Chenguang, Chensen, Yu, et Xuedong, Wang, *The Blue Book of Oceania: Annual Report of Development of Oceania 2013-2014*, Pékin, Social Sciences Academic Press, 2014.

²² Zhang, Jian, *op. cit.*, p.6.

²³ « Entre 2000 et 2012, le commerce de la Chine avec les huit pays insulaires avec lesquels elle a des relations diplomatiques est passé de 248 millions de dollars à 1,767 milliards de dollars, soit une augmentation de plus de sept fois. En 2009, la Chine est devenue le deuxième partenaire commercial de la région, après l'Australie. Selon un rapport du ministère chinois du Commerce, basé sur les statistiques douanières chinoises de 2012, le commerce total de la Chine avec tous les pays insulaires du Pacifique, y compris ceux qui n'ont pas de relations diplomatiques avec Pékin, a atteint 4,5 milliards de dollars ».

²⁴ Australian Department of Foreign Affairs and Trade, 2016.

<http://www.dfat.gov.au/trade/resources/Documents/solo.pdf> - consulté le 19/08/2017.

dans les îles du Pacifique océanien²⁵. Une fois encore, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est un partenaire singulier. « *Papua New Guinea has been, by far, the largest recipient of Chinese investment, receiving a total of \$313 million, followed by Samoa (\$265 million) and Fiji (\$111 million)* »^{26,27}. Le *Ramu Nickel Project* est d'ailleurs le projet minier chinois le plus important de la région, avec un investissement de 1,4 milliard de dollars.

Commerce en millions USD en 2015

| | CHINE | AUSTRALIE | ÉTATS-UNIS |
|-----------------------------|--------------|--------------|------------|
| Îles Cook | 17 | 7 | 5 |
| États Fédérés de Micronésie | 16 | 5 | 41 |
| Fidji | 352 | 414 | 260 |
| Kiribati | 49 | 20 | 10 |
| Nauru | 5 | 61 | 2 |
| Niue | 0 | 0 | 1 |
| Palaos | 22 | 2 | 26 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 2,875 | 3,523 | 299 |
| Îles Marshall | 3,399 | 5 | 83 |
| Samoa | 66 | 49 | 27 |
| Îles Salomon | 544 | 124 | 9 |
| Tonga | 30 | 11 | 16 |
| Tuvalu | 16 | 6 | 1 |
| Vanuatu | 86 | 65 | 10 |
| Total | 7,477 | 4,292 | 790 |

Source: Global Trade Atlas

²⁵ Zhang, Jian, *op. cit.*, p.6.

²⁶ Chang Chenguang, et Xuedong, Wang, *The Blue Book of Oceania: Annual Report of Development of Oceania 2015-2016*, Pékin, Social Sciences Academic Press, 2016.

²⁷ « La Papouasie-Nouvelle-Guinée a été, de loin, le plus grand bénéficiaire de l'investissement chinois, recevant un total de 313 millions de dollars, suivi par les Samoa (265 millions de dollars) et les Fidji (111 millions de dollars) ».

Alors que le commerce entre les PICs et la Chine s'intensifie, atteignant un ensemble d'environ 7,5 milliards de dollars en 2015²⁸, il faut aussi souligner le développement des intérêts financiers chinois dans la région. « *In addition to direct investment, Chinese enterprises have become increasingly active in the region, bidding for large government projects or projects financed by external multilateral financial institutes, such as the World Bank and Asian Development Bank. Up to 2012, Chinese enterprises reportedly had won a total of \$5 billion in contracts for various projects* »^{29,30}.

C'est donc un ensemble d'intérêts économiques et financiers dont la Chine dispose dans le Pacifique océanien. Ces intérêts, nombreux, connaissent un accroissement exponentiel et favorisent, par l'interdépendance économique, le rapprochement entre les PICs et la Chine.

La protection de sa diaspora

Le développement des intérêts économiques chinois s'appuie sur une diaspora nombreuse et active. C'est le cas dans le Pacifique océanien où la diaspora chinoise est largement présente, parfois de longue date. La protection de cette diaspora s'inscrit dans la préservation de ses intérêts économiques qui y sont éminemment liés. La mort de 14 Chinois, en 2004, en Afghanistan et au Pakistan, a engendré une vive réaction en Chine. Pékin a alors décidé de s'engager de manière plus sérieuse dans la protection de sa diaspora. D'autant que les ressortissants chinois sont nombreux à travailler à l'étranger, notamment dans des secteurs économiques stratégiques comme l'extraction de matière première³¹. Dorénavant, lorsque des ressortissants chinois sont mis en danger par l'instabilité d'un pays, ils sont rapatriés par Pékin tant au titre de la protection de sa

²⁸ Global Trade Atlas.

²⁹ Zhang, Jian, *op. cit.*, p.6.

³⁰ « Outre les investissements directs, les entreprises chinoises sont devenues de plus en plus actives dans la région, acceptant des projets gouvernementaux ou des projets financés par des instituts financiers multilatéraux externes tels que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Jusqu'en 2012, les entreprises chinoises auraient gagné un total de 5 milliards de dollars de contrats pour divers projets ».

³¹ Zerba, Shaio H., [China's Libya Evacuation Operation: A new Diplomatic Imperative - Overseas Citizen Protection](#), *Journal of Contemporary China*, n° 90, pp.1093-1112, 2014.

diaspora que celui de ses intérêts économiques. Ce principe ne cesse de prendre de l'importance dans la politique étrangère chinoise³².

C'est dans le Pacifique océanien que l'on trouve les premières occurrences de cette politique chinoise de protection de sa diaspora. En avril et en novembre 2006, les capitales des Îles Salomon et des Tonga – respectivement Honiara et Nuku'alofa – sont le théâtre de violentes émeutes. La communauté chinoise, jugée responsable de la situation économique du pays, cristallise les tensions. Afin d'assurer la protection de sa diaspora, prise à partie par les émeutiers qui pillent ses commerces, Pékin organise le rapatriement par voie aérienne de 90 ressortissants des Îles Salomon et de 200 ressortissants des Tonga³³. « *These two instances were the beginning of Beijing's policy of evacuating nationals abroad* »^{34,35}.

Suite à ces épisodes, la Chine intervient promptement lorsque ses ressortissants sont mis en danger. Alors que la sécurité de la diaspora chinoise avait été assurée au travers de moyens civils en 2006 – conformément au principe de non-ingérence que respecte Pékin –, la Chine a dû se résoudre, lors des Printemps arabes, à mobiliser d'importants moyens militaires. « *The largest evacuations occurred in 2011 during the Arab Spring uprisings. China retrieved 1800 citizens from Egypt, 2000 from Syria and 35,860 from Libya (as well as 9000 after the earthquake in Japan). The scale of the 2011 evacuations (more than 48,000 Chinese personnel) was more than five times the combined total amount of Chinese evacuated between 1980 and 2010 [...] in order to enable these [evacuations] the PLAN (People's Liberation Army Navy) deployed the Xuzhou, a Jiangkai-II class frigate, to the Libyan coast. The PLAAF (People's Liberation Air Forces) dispatched four IL-76 transport aircraft to Sabha in southern Libya, and the PLA (People's Liberation Army) mobilised several Chinese defence attachés posted in Europe, the Middle East and*

³² Connolly, Peter J., *Engaging China's new foreign policy in the South Pacific*, *Australian Journal of International Affairs*, 2016.

³³ <http://www.china.org.cn/english/2006/Apr/166553.htm> & <http://www.china.org.cn/english/news/189875.htm> - Consulté le 29/01/2018.

³⁴ Suryadinata, Leo, *The Rise of China and the Chinese Overseas: A Study of Beijing's Changing Policy in Southeast Asia and Beyond*, ISEAS-Yusof Ishak Institute, 25 janvier 2017.

³⁵ « Ces deux événements marquent le début de la politique chinoise d'évacuation des ressortissants à l'étranger ».

North Africa to important positions along the Libyan border to ensure coordination on the ground»^{36,37}.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA RELATION CHINE - PICS

Entre influence politique pour s'affirmer comme puissance mondiale, lutte diplomatique contre Taïwan, préservation de ses intérêts économiques et sécurité de sa diaspora, la Chine dispose de nombreux intérêts dans le Pacifique océanien. Afin d'en assurer une protection accrue, Pékin a décidé à partir des années 2000 de renforcer ses relations avec les PICS.

Le développement de l'influence chinoise dans le Pacifique océanien

La coopération pacifique

Le développement chinois dans le Pacifique océanien s'appuie sur deux concepts dont le premier est la « coopération pacifique ». Alors que les puissances émergentes « *in modern history have plundered other countries' resources through invasion, colonization, expansion, or even large-scale wars of aggression* »^{38,39}, l'expansion chinoise doit, elle, s'appuyer sur le « *capital, la technologie et des ressources acquises par des moyens pacifiques* »⁴⁰. Cette idée de croissance chinoise par le *soft power* a été développée en 2003 par l'universitaire Zheng Bijian. Acceptée comme doctrine officielle en 2005 par le Ministère des Affaires étrangères, cette stratégie de développement de l'influence chinoise est appliquée pendant le mandat de Wen Jiabao, à la tête de l'exécutif chinois entre 2003 et 2013. L'aide apportée aux PICS s'inscrit alors dans cette dynamique. Elle

³⁶ Connolly, Peter J., *op. cit.*, p.9.

³⁷ « Les plus grandes évacuations se sont produites en 2011 lors des soulèvements du printemps arabe. La Chine a récupéré 1800 citoyens d'Égypte, 2000 de Syrie et 35 860 de Libye (ainsi que 9000 après le tremblement de terre au Japon). L'ampleur des évacuations de 2011 (plus de 48 000 ressortissants chinois) était plus de cinq fois la quantité totale combinée de Chinois évacuée entre 1980 et 2010 [...] afin de permettre ces [évacuations], la PLAN a déployé le Xuzhou, une frégate de classe Jiangkai-II, le long de la côte libyenne. La PLAAF a envoyé quatre avions de transport IL-76 à Sabha dans le sud de la Libye et la PLA a mobilisé plusieurs attachés de défense chinois postés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à des postes importants le long de la frontière libyenne afin d'assurer la coordination à terre ».

³⁸ Zheng, Bijian, *China's "Peaceful Rise" to Great-Power Status*, *Foreign Affairs*, n°84, pp.18-24, 2005.

³⁹ « Dans l'histoire moderne ont pillé les ressources d'autres pays par l'invasion, la colonisation, l'expansion, voire les grandes guerres d'agression ».

⁴⁰ Zheng, Bijian, *China's "Peaceful Rise" to Great-Power Status*, *Foreign Affairs*, n°84, pp.18-24, 2005.

est un moyen d'accroître la présence chinoise dans la région, sans avoir recours à des méthodes coercitives. Le financement des projets des PICs, les soutiens apportés aux gouvernements en difficulté et l'investissement chinois massif dans le développement de l'économie de ces petits pays insulaires – dans le domaine de la pêche, dans l'extraction minière, dans la production du bois, l'exploitation des ressources en hydrocarbure ou encore dans le secteur du tourisme⁴¹ – sont une manière pour la Chine, d'augmenter son influence dans la région tout en participant à la baisse de celle des Occidentaux.

Même si Pékin affirme qu'il s'agit d'une coopération pacifique, il convient de nuancer cette affirmation. L'investissement massif chinois dans l'économie amorphe d'États fragiles prend des accents d'OPA hostiles sur les quelques branches stratégiques qui leur restent. Une fois installée, la Chine peut faire pression sur des gouvernements, qui en plus d'être dépendants des aides au développement des pays extérieures, ne contrôlent plus leurs économies. Ainsi, l'idée de coopération pacifique, même si elle répond à un schéma « moralement acceptable », peut s'avérer peu convenable dans les faits.

Les PICs et la Belt and Road Initiative

Dévoilée en 2013 par Xi Jinping, la « *Belt and Road Initiative* »⁴² est un projet ambitieux qui vise à construire une nouvelle route de la soie. Grâce à la construction de nombreuses infrastructures, la Chine souhaite établir un réseau de communication facilitant le commerce avec ses principaux partenaires commerciaux et sécurisant son approvisionnement en ressources stratégiques. La *Belt and Road Initiative* poursuit également des objectifs diplomatiques puisqu'elle est « *an important initiative for cooperation through an innovative approach toward sharing responsibility, resources and benefits* »^{43,44}. Malgré leur insularité, les PICs aspirent à jouer un rôle dans cette

⁴¹ Brady, Anne-Marie, *China Matters in the South Pacific*, *The China Story*, 27 février 2015. Consultable sur : <https://www.thechinastory.org/2015/02/china-matters-in-the-south-pacific/> - consulté le 19/08/2017. ²⁶⁷ Une offre publique d'achat (OPA) hostile est une tentative de rachat à laquelle la société cible s'oppose fermement. Une offre publique d'achat survient lorsqu'une entreprise lance une offre pour en acquérir une autre.

⁴² Le projet était initialement dénommé « One Belt, One Road ».

⁴³ *Vision and actions on jointly building silk road economic belt and 21st-century maritime silk road*, National Development and Reform Commission, Ministry of Foreign Affairs, and Ministry of Commerce of the People's Republic of China, Mars 2015.

politique. Source majeure d'investissements, la *Belt and Road Initiative* est une véritable opportunité pour les PICs de pallier leurs carences économiques. En manque d'infrastructures les reliant à l'économie mondiale, la nouvelle route de la soie pourrait remédier à ce problème, redynamisant ainsi les fragiles économies de ces pays.

Plusieurs États du Pacifique océanien sont concernés par ce projet. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont les ressources minières sont très convoitées, bénéficie de l'aide chinoise. À ce titre, la China's Exim Bank⁴⁵ et le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont financé une nouvelle zone industrialo-portuaire à Madang⁴⁶. Ce projet de 190 millions de dollars comprend « *a 276 meter container port plus a fishing port, roads, power, water and waste treatment systems and an office building. There will also be ten fish processing plants that would value-add by allowing licensed fishing companies to fish and process their catch in PNG canneries* »^{47,48}. Pour d'autres, comme les Fidji, les Palaos ou les Mariannes du Nord, la *Belt and Road Initiative* est l'occasion de renforcer les liens avec la Chine afin de favoriser le tourisme⁴⁹. En février 2015, une ligne directe reliant Pékin à l'aéroport international de Nadi a été ouverte. Elle a alors permis une nette augmentation du nombre de visites de touristes chinois aux Fidji⁵⁰.

Si les investissements chinois dans le Pacifique océanien semblent minimes au regard de ceux que Pékin effectue en Afrique ou au Moyen-Orient, il ne faut pas en sous-estimer les

⁴⁴ « Une initiative importante de coopération par le biais d'une approche novatrice de partage des responsabilités, des ressources et des avantages ».

⁴⁵ Banque publique chinoise spécialisé dans le commerce extérieur, sous la tutelle du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine.

⁴⁶ Ville du nord du pays, proche des mines de nickel de Ramu majoritairement détenues par la China Metallurgical Corporation.

⁴⁷ <https://www.radionz.co.nz/international/pacific-news/290440/png-pm-to-launch-pmiz-construction-in-madang> - Consulté le 29/01/2018.

⁴⁸ « Un terminal conteneur de 276 mètres plus un port de pêche, des routes, des systèmes d'alimentation électrique, d'adduction d'eau et de traitement des déchets et un immeuble de bureaux. Il y aura également dix usines de transformation du poisson qui apporteront une valeur ajoutée en permettant aux entreprises de pêche autorisées de pêcher et de transformer leurs prises dans des conserveries en Papouasie-Nouvelle-Guinée ».

⁴⁹ Hannan, Kate & Firth Stewart, *One Belt One Road: China's Trade and Investment in Pacific Island States* - <http://web.isanet.org/Web/Conferences/AP%20Hong%20Kong%202016/Archive/72aa134d-b73e-4a8d-9dcf-d9fc8adf9f96.pdf>.

⁵⁰ Le nombre de touristes chinois en visite au Fidji est en constante augmentation depuis 2010. Il est passé de 18 000 en 2010 à 28 000 en 2014, pour finalement atteindre 49 000 en 2016 - Fiji Bureau of Statistics : <http://www.statsfiji.gov.fj/latest-releases/tourism-and-migration/visitor-arrivals?start=1> - Consulté le 29/01/2018.

effets. Pour des petits États comme le Timor oriental – où des entreprises chinoises travaillent avec succès à l'amélioration de la culture du riz et du manioc – l'investissement chinois n'est pas anodin. La *Belt and Road Initiative* est un formidable outil au service du *soft power* chinois. Elle lui permet d'étendre son influence dans des espaces préalablement dévolus à d'autres puissances. En soutenant l'économie réelle de ces pays, la Chine s'assure du soutien des gouvernements des PICs.

Le « creative involvement »

Le deuxième concept qui a permis l'essor de la diplomatie chinoise dans les années 2000 est celui du « *creative involvement* ». Théorisé par Wang Yizhou, ce concept prévoit un changement de la doctrine chinoise en matière de politique étrangère. Alors que longtemps, la Chine n'a agi que lorsque ses intérêts étaient menacés – comme lors de l'évacuation des ressortissants chinois pendant les Printemps arabes –, Wang Yizhou souhaite que la Chine assume pleinement son ambition d'être une puissance mondiale⁵¹. Pour cela, il appelle le gouvernement chinois à s'engager dans les affaires internationales et à remplir les obligations qui sont les siennes. Ce changement paradigmatique qui requiert plus de « *flexibility and skill in the employment of diplomatic, commercial and military capabilities* »^{52,53}, oblige alors Pékin à utiliser son armée à des fins humanitaires, rompant alors avec sa doctrine de non-ingérence. Cette nouvelle approche des relations internationales s'affirme en plusieurs occasions : Le déploiement du *Peace Ark*⁵⁴ dans le Pacifique depuis 2011 ; le déploiement d'urgence d'un navire brise-glace de recherche de la PLAN pour sauver des chercheurs à bord d'un navire échoué en Antarctique en décembre 2013 ; l'appui de l'armée chinoise au Libéria et en Sierra Leone en 2014 pour aider à la lutte contre le virus Ebola ou encore la contribution majeure aux Opérations de maintien de la paix (OMP) de l'ONU, en 2015, en Afrique, avec l'engagement de pas moins 2600 Casques bleus.

⁵¹ Wang, Yizhou, *New Direction for China's Diplomacy*, *Beijing Review*, 8 mars 2012. Consultable sur http://www.bjreview.com.cn/world/txt/2012-03/05/content_439626_3.htm - consulté le 19/08/2017.

⁵² Connolly, Peter J., *op. cit.*, p.9.

⁵³ « Flexibilité et de compétences dans l'emploi des capacités diplomatiques, commerciales et militaires ».

⁵⁴ Le *Peace Ark* est un navire médical qui sillonne le Pacifique. Vecteur du *soft power* chinois, il apporte une aide humanitaire après des catastrophes naturelles, comme aux Philippines en 2013 après le typhon Haiyan, effectue des tournées diplomatiques, l'Australie et la Polynésie française en 2015, et participe à des exercices militaires, tel le RIMPAC en 2015.

Même si ce concept de *creative involvement* peut sembler incompatible avec la non-ingérence, principe fondateur de la politique extérieure chinoise, il est important pour la Chine car il permet, outre d'assurer son rôle de puissance mondiale, de pouvoir se projeter partout en cas de crise. Ainsi, Pékin veille sur ses intérêts dans le monde, et notamment dans le Pacifique océanien.

Une aide chinoise ...

Une aide pour soutenir les PICs ...

Le développement de l'influence chinoise dans le Pacifique océanien s'est appuyé sur une politique d'aide au développement des PICs. Comme les puissances occidentales, la Chine est un bailleur de fonds important pour les PICs. Entre 2006 et 2014, la Chine a investi 1,8 milliard de dollars d'Aide Publique au Développement (APD) en faveur des PICs, faisant de Pékin le troisième pourvoyeur d'APD après Canberra et Washington⁵⁵. Toutefois, ces chiffres méritent d'être mesurés à l'aune de l'implication réelle de la Chine dans la région. Si l'Australie et les États-Unis Canberra sont présents dans tout le Pacifique océanien, l'aide chinoise se limite aux seuls huit États avec qui Pékin entretient des liens diplomatiques. Cette mise en perspective permet de prendre conscience de l'engagement chinois dans la région, et notamment envers les PICs qui lui sont fidèles. Pour exemple, après le coup d'État de 2006, la Chine ne se détourne pas de Suva et envoie plus de 121 millions de dollars d'aides l'année qui suit. Une somme colossale qui représente, pour la même année, l'équivalent de l'APD française pour tout le Pacifique océanien.

L'aide chinoise est très appréciée des PICs. Deux raisons l'expliquent. La première c'est qu'elle n'est pas conditionnée à des actions politiques. Alors que les aides sont souvent un moyen de pression politique pour les puissances occidentales, conformément à ce qui

⁵⁵ [The Pacific Islands: Policy Issues](https://www.everycrsreport.com/reports/R44753.html), Congressional Research Service, 2 février 2017. Consultable sur <https://www.everycrsreport.com/reports/R44753.html> - consulté le 30/07/2017.

est appelé le « Consensus de Washington »⁵⁶, les autorités chinoises optent pour une autre position. Partisane du « Consensus de Pékin »⁵⁷, l'aide chinoise n'est pas soumise à la modification des politiques internes aux pays aidés.

La seconde raison qui explique l'attrait des PICs pour l'aide chinoise, c'est que ces aides se concentrent sur l'économie réelle. En définitive, beaucoup d'aides occidentales viennent renforcer les structures administratives afin de conforter le pouvoir en place, c'est-à-dire « l'État de droit ». Même si certaines aides chinoises suivent cette logique, la majorité se concentre sur le développement d'infrastructures qui vont servir à l'économie réelle du pays, comme des ports, des mines ou des axes routiers. Lorsque les aides permettent la construction de sièges d'institutions nationales ou régionales, elles demeurent des aides infrastructurelles, et sont rarement des aides administratives⁵⁸.

Il faut aussi souligner l'engagement des élites politiques chinoises auprès des PICs. Ces dernières n'hésitent pas à se déplacer dans le Pacifique océanien. Ces visites régulières, comme celle de Xi Jinping aux Fidji en 2014, mettent en lumière l'intérêt chinois pour cette région du monde. C'est une démarche très appréciée par les PICs qui y voient une marque de reconnaissance, bien plus rarement affichée par les leaders occidentaux qui ne se rendent que très rarement dans cette partie du monde, accentuant l'idée d'un désintérêt occidental pour la région. La Chine jouit aussi de l'image d'un partenaire fidèle. Alors que la communauté internationale met au ban le nouveau gouvernement fidjien issu du coup d'État de 2006, Pékin continue, malgré les critiques, à entretenir, mieux à renforcer, ses relations avec Suva. Ce soutien au régime de l'Amiral Frank Bainimarama est remarqué et estimé des gouvernements de la région⁵⁹.

⁵⁶ Idée selon laquelle les aides offertes par les pays occidentaux et par les institutions internationales siégeant aux États-Unis (Banque mondiale et Fonds monétaire international) sont conditionnées à des prises de décisions particulières en politique intérieure : austérité ; maintien de certaines formes gouvernementales ; libéralisation des taux d'intérêt ; taux de change unique et compétitif ; libéralisation du commerce extérieur ; élimination des barrières aux investissements directs de l'étranger et/ou déréglementation des marchés.

⁵⁷ Dénommé ainsi par opposition au Consensus de Washington puisqu'il ne serait conditionné à aucune prise de décisions de politique intérieure.

⁵⁸ Zhang, Jian, *op. cit.*, p.6.

⁵⁹ Ibidem.

... et pour les financer

Une partie importante de l'aide chinoise, lorsqu'elle n'est pas dévolue au développement des infrastructures des PICs, prend la forme de prêt à taux préférentiel. Les PICs sont des États fragiles et peu viables sur le plan économique. Ils ont besoin de prêts pour financer leur service public ou leurs grands projets. Seulement, les canaux traditionnels permettant l'accès à ces prêts se sont progressivement raréfiés. En effet, surendettés, les bailleurs de fonds traditionnels ne souhaitent plus être les créanciers des PICs. Ces derniers trouvent alors dans l'aide financière chinoise, qui plus est à des taux préférentiels malgré une solvabilité inexistante, une solution inespérée. La situation est telle que les banques chinoises possèdent une part importante des dettes des PICs. En 2012, la Chine détient ainsi quelque 62% de la dette des Tonga qui doit aux banques chinoises plus de 113 millions de dollars⁶⁰. Également, au regard de leur situation économique, les États de la région trouveront dans la Banque asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (AIIB) un soutien bienvenu pour financer leurs futurs grands projets⁶¹. Ainsi, la Chine tend à devenir « le poumon financier » des PICs.

Un soutien explicite aux organisations régionales

Dans la lignée de son soutien aux PICs, Pékin s'engage également dans le développement des organisations régionales du Pacifique océanien. La Chine souhaite compléter son implication dans la région en participant aux différentes organisations régionales du Pacifique océanien. Partenaire de dialogue du FIP depuis 1989, la Chine « *has shown more interest in PIF in recent years, sending senior officials to attend meetings. In 2000, China also set up the China-PIF Cooperation Fund and sponsored establishment of a PIF trade office in Beijing in 2002* »^{62,63}. De même, la Chine a soutenu les nouvelles organisations régionales qui ont été créées par les Fidji consécutivement à sa mise à l'écart du PIF en 2006. La construction du secrétariat du *Pacific Island Development*

⁶⁰ Mohamed-Gaillard, Sarah, *op. cit.*, p.6.

⁶¹ Alors que les Fidji sont devenues membre de l'AIIB le 11 décembre 2017, le Vanuatu, les Îles Cook, les Tonga et les Samoa sont pour le moment des « *prospective members* » (membres potentiels).

⁶² Zhang, Jian, *op. cit.*, p.6.

⁶³ « A montré plus d'intérêt pour FIP ces dernières années, en envoyant des hauts fonctionnaires pour assister aux réunions. En 2000, la Chine a également mis en place le Fonds de coopération Chine-FIP et a cofinancé la création du bureau commercial du FIP à Pékin en 2002 ».

Forum (PIDF) – qui a été transféré du ministère des Affaires étrangères fidjien à un établissement construit pour son fonctionnement propre – a été financée par la Chine, tout comme celui du GMFL, situé à Port-Vila au Vanuatu.

... visant à déstabiliser les acquis occidentaux ?

Alors que ces organisations régionales sont appréhendées par les PICs comme un moyen de se rassembler pour peser sur les grandes décisions internationales, l'aide chinoise pour leur développement reçoit un accueil favorable. Seulement cette aide n'est pas désintéressée. Le soutien à ces organisations régionales répond à un objectif précis : favoriser l'émancipation des PICs. Seulement, l'émancipation des PICs induit également leur prise de distance avec les positions occidentales. Et c'est ce que recherche Pékin, qui a tout à y gagner.

La stratégie chinoise s'appuie principalement sur les Fidji. La mise au ban de ces derniers après le coup d'État de 2006 les a isolés dans le Pacifique océanien. *Persona non grata* chez les Occidentaux, le gouvernement fidjien a trouvé dans Pékin un allié de poids. La Chine, avec les Fidji, a pu accentuer et accélérer l'émancipation des PICs. Elle a réussi ce pari grâce au rôle central des Fidji dans le Pacifique océanien. Intégrées dans l'arc mélanésien, partie prenante de l'ensemble des organisations régionales, les Fidji sont un des PICs les plus influents. En 2009, elles ont insufflé une nouvelle dynamique diplomatique chez les PICs. Cette « nouvelle diplomatie du Pacifique » s'est caractérisée par un rejet fidjien des institutions en place. Les jugeant trop influencées par les puissances occidentales, et notamment par l'Australie, les Fidji ont décidé de créer de nouvelles organisations, plus indépendantes et dont l'objectif serait uniquement de défendre les intérêts des PICs. Le PIDF en est l'exemple le plus probant. Pékin a profité de cette initiative fidjienne pour entreprendre une « parcellisation » des organisations régionales dans la région. Soutenant financièrement les ambitions de Suva, la Chine a participé à la multiplication des organisations régionales dans le Pacifique océanien dans les années 2010. Ces nouvelles organisations, financées par des puissances autres que les traditionnelles puissances occidentales – Russie, Inde, Émirats arabes unis, et bien

sûr la Chine – sont autant d’institutions qui participent à l’émancipation des PICs. Ou, dit autrement, qui aident à la distanciation politique des PICs par rapport aux puissances occidentales. Aujourd’hui, une multitude d’organisations régionales existent dans le Pacifique océanien. Beaucoup ont des objectifs similaires, mais elles ne sont pas toutes influencées par les mêmes puissances. Certaines, comme le FIP, restent dans le giron des puissances occidentales. D’autres, comme le PIDF, s’en écartent. L’investissement chinois, matérialisé par son soutien sans faille au régime de Frank Bainimarama, a permis de soutenir l’émancipation des PICs et favoriser leurs ralliements à une autre sphère d’influence, chinoise en l’occurrence.

Cette position influente de la Chine dans le traditionnel « lac occidental » s’observe plus encore dans l’arc mélanésien. Partenaire historique du GMFL, dont elle a financé le siège à Port-Vila, au Vanuatu, Pékin tire avantage de ses liens avec les PICs mélanésiens. Espace prioritaire pour l’Australie, l’action de Canberra dans l’arc mélanésien ne rencontrait que très peu d’opposition. Avec l’arrivée massive des investissements chinois dans la région, facilitée par les liens cordiaux qu’entretient Pékin avec les membres du GMFL, l’action de l’Australie dans cet espace se complique. Conscient du poids de son économie sur l’Australie, la Chine, par ce positionnement stratégique, réduit la marge de manœuvre des autorités australiennes, et *a fortiori* celle des Occidentaux, dans la région. C’est une victoire stratégique pour Pékin dans son projet de *counter-containment*.

UNE PRÉSENCE CHINOISE SOURCE DE CONFLIT ?

Alors que la croissance de l’influence chinoise auprès des PICs s’est faite conformément à une doctrine de coopération pacifique et de *creative involvement*, la Chine assume désormais son statut de puissance du Pacifique océanien. Ce statut se réalise également au travers des nombreuses aides à destination des PICs. Ciblées sur le développement infrastructurel de ces pays économiquement fragiles, ces aides ont permis à Pékin de développer des liens solides avec les acteurs de la région. L’entretien de ces liens est d’ailleurs un prétexte pour participer à l’émancipation des PICs et bousculer les acquis

géopolitiques des puissances occidentales. Seulement la croissance de l'influence chinoise n'est pas sans faire réagir les puissances occidentales qui voient d'un mauvais œil ce rapprochement entre les PICs et Pékin.

L'explication de la logique de développement de l'influence chinoise

L'offensive volontaire chinoise et la stratégie de la « Grande Périphérie »

Les États-Unis entretiennent la vision d'une Chine conquérante et offensive dans le Pacifique océanien. Le mythe de la « menace chinoise » a émergé à partir des années 2010. Soutenu par John Mearsheimer⁶⁴ et Edward Luttwak⁶⁵, ce mythe dépeint une croissance de l'influence chinoise qui entrerait irrémédiablement en collision avec celle des États-Unis, menaçant les intérêts vitaux de Washington dans la région. Même sans atteindre des extrémités aussi conflictuelles, certains pensent que l'essor de l'influence chinoise « *has generated a perception of greater risk to regional stability, which motivates the reinforcement of alliances* »^{66,67}. Le renforcement des alliances irait alors dans le sens d'un réarmement et d'une situation de Guerre froide dans une région qui opposerait frontalement le bloc occidental mené par les États-Unis, et son allié australien, à un bloc chinois. Les premières décisions de Donald Trump concernant la région Asie-Pacifique aux antipodes de celles de son prédécesseur – abandon de l'Accord de Partenariat Transpacifique (TPP), sortie du traité de Paris sur le climat, gestion difficile du dossier nord-coréen et déclarations allant dans le sens d'une augmentation de la présence militaire étasunienne – ont posé les premiers jalons de cette vision d'une « menace chinoise ». Ce malgré les tentatives de maintenir des liens cordiaux avec son homologue Xi Jinping, notamment pour des raisons économiques.

Plusieurs écoles s'affrontent sur les motivations qui poussent la Chine à accentuer son influence dans le Pacifique océanien. La première d'entre-elles prêche pour une vision «

⁶⁴ Mearsheimer, John, Can China Rise Peacefully?, *The National Interest*, 8 avril 2014. Consultable sur : <http://nationalinterest.org/commentary/can-china-rise-peacefully-10204> - consulté le 20/08/2017.

⁶⁵ Luttwak, Edward, The Rise of China vs The Logic of Strategy, Boston, Massachusetts: Harvard, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, novembre 2012.

⁶⁶ Bisley, Nick, 'An ally for all the Years to Come': Why Australia is not a Conflicted US Ally, *Australian Journal of International Affairs*, 2013.

⁶⁷ « A généré une perception d'un plus grand risque pour la stabilité régionale, ce qui motive le renforcement des alliances ».

offensive ». Le directeur du Centre d'Etude pour l'Océanie basée à l'Université de Guangzhou affirme que « *les îles océaniques sont une partie importante de la stratégie de grande périphérie chinoise* »⁶⁸. Cette stratégie implique le maintien d'une périphérie stable pour la Chine afin de maintenir le pays dans un environnement sûr. Une influence sur les PICs, même si elle doit composer avec la cohabitation de l'influence occidentale, est un objectif à poursuivre. C'est ce qui motiverait les efforts chinois dans cette zone. Ces propos sont confirmés par ceux de Jian Yang qui explique que « *Chinese policy towards the South Pacific is integral to China's grand strategy as part of 'Greater Periphery' diplomacy* »^{69,70}. Cette vision prend le parti de défendre l'idée selon laquelle l'influence grandissante chinoise dans le Pacifique océanique répond d'une volonté établie et programmée des autorités chinoises. Une vision nourrissant le discours belliciste du mythe étasunien de la « menace chinoise ».

L'évolution pragmatique de la Chine : de l'intérêt économique

La seconde école qui évalue l'essor de l'influence chinoise dans le Pacifique océanique se veut plus pragmatique que belliciste. « *Others are less convinced of the South Pacific's importance in China's calculations but observe that the pursuit of reliable resource supplies is the most important driver for the expansion of China's presence in all regions, including the Pacific* »^{71,72}. Les actions chinoises ne seraient motivées que par des raisons économiques selon les tenants de cette école de pensée. L'investissement de l'APD et des entreprises privées chinoises dans des domaines stratégiques – extraction de ressources premières, minières, pétrolières et gazières, culture agricole et exploitation des ressources halieutiques – tendent à confirmer cette position. Même si le Pacifique océanique ne représentait que 0,12% du volume commercial total de la Chine et 4,2% des

⁶⁸ Yu, Chengsen, Chinese Economic Diplomacy Toward the Oceanian Island Countries in the First Decade of the 21st Century, dans « Blue Book of Oceania: Annual Report on Development of Oceania 2013-14 ». Pékin, Social Sciences Academic Press, 2014.

⁶⁹ Yang, Jian, The Pacific Islands in China's Grand Strategy – Small States, Big Games, New York, Palgrave Macmillan, 2011.

⁷⁰ « La politique chinoise envers le Pacifique Sud fait partie intégrante de la grande stratégie de la Chine dans le cadre de la diplomatie de la 'Grande périphérie' ».

⁷¹ Porter, Edgar A., et Wesley-Smith, Terence, China in Oceania: Reshaping the Pacific?, Oxford, Berghahn Books, 2010.

⁷² « D'autres sont moins convaincus de l'importance du Pacifique Sud dans les calculs de la Chine, mais observent que la recherche d'un approvisionnement en ressources fiables est le facteur le plus important pour l'expansion de la présence de la Chine dans toutes les régions, y compris le Pacifique ».

dépenses commerciales totales en 2013⁷³, les intérêts économiques chinois dans la région sont nombreux et croissants. Il semble donc probable qu'ils soient le moteur de l'influence chinoise dans la région.

Comblement d'un désintérêt occidental croissant

La dernière doctrine qui explique le développement de l'influence chinoise dans le Pacifique océanien défend l'idée que la Chine a progressivement remplacé les puissances occidentales qui se sont, involontairement, désintéressées de la région. Alors qu'à la fin des années 2000, les puissances occidentales, particulièrement les Etats-Unis mais aussi l'Australie et la Nouvelle-Zélande, sont occupées dans la « Guerre contre le terrorisme », leur attention pour le Pacifique océanien décroît. Au manque d'attention succède vite le manque d'intérêt. Washington est concentré sur le Moyen-Orient et entraîne avec lui ses alliés. Les PICs trouvent alors dans l'intérêt chinois, l'attention dont ils avaient besoin, notamment pour leur développement économique. L'influence chinoise croît alors rapidement dans une région où les PICs cherchent à se structurer en un groupe audible sur la scène internationale. Ainsi, pour cette école de pensée, « *China has emerged as a regional power in the Pacific by default* »^{74,75}.

Un développement générant des tensions

L'opposition sino-occidentale et l'improbabilité d'un conflit global

Qu'importe les raisons de l'augmentation de l'influence chinoise dans le Pacifique océanien, la situation actuelle bouscule les paradigmes géopolitiques d'une région historiquement sous contrôle occidental, engendrant un sentiment croissant de crainte de conflit. Cette crainte se nourrit de l'idée que la Chine « *will replace Australia, New Zealand and the US as the significant regional power and will somehow subvert the region to conform to a Chinese world view* »^{76,77}. La croissance chinoise est donc appréhendée

⁷³ Smith, Graeme, China in the Pacific: Zombie Ideas Stalk on, Canberra, Australian National University, février 2015.

⁷⁴ Zhang, Yongjin, China and the Emerging Regional Order in the South Pacific, *Australian Journal of International Affairs*, 2007.

⁷⁵ « La Chine est apparue comme une puissance régionale dans le Pacifique par défaut ».

⁷⁶ Rolfe, Jim, *op. cit.*, p.5.

comme une menace par les puissances occidentales qui craignent pour leurs intérêts. En difficulté sur d'autres théâtres d'opérations, au Moyen-Orient notamment, il est impensable pour les États-Unis d'être concurrencés dans un espace qu'ils dominent depuis des décennies. Il s'agit, pour certains universitaires étasuniens, d'une remise en cause de la puissance hégémonique de Washington. En cela, il faut y résister. À cet égard, il est intéressant nécessaire de rappeler que le Pacifique océanien représente un laboratoire de la rivalité sino-étasunienne.

Seulement, résister à la Chine est une entreprise compliquée dans la mesure où elle s'inscrit dans un environnement où les puissances, même lorsqu'elles n'appartiennent pas aux mêmes cercles d'influences, sont toutes interdépendantes. En témoignent la place et le rôle de l'Australie. Allié historique, les autorités étasuniennes pensent pouvoir l'utiliser comme *proxy* afin d'endiguer l'avancée chinoise⁷⁸. Canberra a rapidement pris la mesure de l'essor chinois dans le Pacifique océanien, notamment dans l'arc mélanésien. Même si la Chine n'est pas vue comme une « menace », sa présence remet en question les acquis australiens. Toutefois, toute action ou stratégie offensive à l'encontre de Pékin est impossible. La dépendance de l'économie australienne à la demande chinoise est trop importante. Parallèlement, la Chine ne pourrait s'engager contre l'Australie car la vitalité de son économie est très liée aux matières premières exportées par Canberra. Une situation d'interdépendance des États qui complique les actions de Washington pour contrer l'influence chinoise.

D'autant que toute action mal anticipée pourrait avoir des conséquences terribles. Depuis la fin des années 2000, l'Asie du Sud-Est, région intimement liée au Pacifique océanien, connaît une course effrénée à l'armement. Dans un environnement de plus en plus concurrentiel, la sécurisation des acquis de chacun passe, en grande partie, par l'équipement militaire^{79,80}. La Chine et les États-Unis dominent outrageusement cette

⁷⁷ « Remplacera l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis en tant que grandes puissances régionales et risquera de pousser la région à se conformer à une vision du monde chinois ».

⁷⁸ O'Keefe, Michael, *The Strategic Context of the New Pacific Diplomacy*, dans le « The New Pacific diplomacy », Canberra, Australian National University Press, 2015.

⁷⁹ Asian naval combatants' comparison – Annexe XII.

course, avec respectivement un budget annuel moyen estimé à 215 milliards de dollars – soit 6,3 % du budget national – et 600 milliards de dollars – soit 9,2 % du budget national. À l’horizon 2020, la marine étasunienne déploiera 60 % de ses forces dans le Pacifique. Les autres pays font de même, bien qu’ils accusent un fort retard capacitaire. « *Singapour et la Malaisie ont stabilisé entre 2005 et 2015 leurs dépenses militaires tandis que le Vietnam et l’Indonésie les augmentaient de près de 150 % sur la même période [...] Incapables de rivaliser avec la capacité hauturière américaine et chinoise, les pays riverains s’équipent de sous-marins. En 2009 le Vietnam a acquis six sous-marins conventionnels de classe Kilo à la Russie. L’Indonésie a acheté trois sous-marins conventionnels de la classe Chang Bogo en 2012. La Malaisie a commandé deux sous-marins Scorpène en 2002. Singapour disposait de quatre sous-marins suédois Challenger en 2001 auxquels se sont ajoutés deux sous-marins classiques Archer en 2009, et s’ajouteront deux sous-marins allemands 218SG en 2020. Enfin, la Thaïlande a annoncé en juillet 2016 sa volonté d’acquérir trois sous-marins conventionnels chinois de class Yuan* »⁸¹. On peut aussi souligner l’augmentation substantielle des dépenses indiennes, avec une hausse de 11 % de son budget militaire en 2015, s’établissant ainsi à 35,6 milliards d’euros. Enfin, le Japon n’est pas en reste. « *Le budget militaire japonais dépasse ainsi le seuil de 1 % du PIB japonais, qui a longtemps été vu comme une limite quasi constitutionnelle pour les dépenses militaires, dans un Japon attaché au pacifisme* »⁸². En 2016, les dépenses de défense s’affichent en hausse pour la cinquième année d’affilée, progressant de 1,4 % pour atteindre 41,8 milliards d’euros, auxquels il faut ajouter les 1,7 milliard d’euros des « forces d’autodéfense ».

Une forte tendance à l’armement est en action en Asie. Bien que ces forces se développent pour protéger les intérêts des pays asiatiques en Asie du Sud-Est, il est probable qu’elles puissent aussi servir à protéger leurs intérêts dans le Pacifique

⁸⁰ Asian maritime law enforcement comparison – Annexe XIII.

⁸¹ Rapport d’information sénatorial, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, *Australie : le rôle de la France dans le nouveau monde*, par M. Christian CAMBON et Mme Marie-Françoise PEROL-DUMONT, co-présidents, et MM. Robert LAUFOAULU, André TRILLARD et Christian NAMY, rapporteurs, 14 décembre 2016 – Consultable sur <https://www.senat.fr/rap/r16-222/r16-222.html> - consulté le 10/08/2017.

⁸² Ibidem.

océanien. Même si les États-Unis disposent d'une force militaire supérieure, un conflit en Asie du Sud-Est, qui s'étendrait irrémédiablement au Pacifique océanien, serait bien trop meurtrier, sans assurance aucune d'ailleurs qu'il débouche sur une meilleure situation que celle d'aujourd'hui pour le camp occidental. Ainsi, du fait de l'interdépendance des États et de leur surarmement, une dégénérescence des relations dans la région qui aboutirait à une opposition « conflictuelle » semble peu probable.

Accidental friction

Même si la probabilité d'un conflit semble écartée, des oppositions sporadiques subsistent. Ces « *accidental frictions* », comme les appelle Jian Yang, se manifesteraient en de rares occasions. « *There is a risk that, as China acts to protect its interests in areas of lesser strategic priority to it, such as the South-West Pacific, its actions will have undesirable and unintended second-order effects* »^{83,84}. L'augmentation croissante des intérêts chinois dans le Pacifique océanien s'accompagne d'une hausse proportionnelle de sa diaspora, dont la défense est un enjeu revendiqué par Pékin. Seulement, cette diaspora n'est pas toujours bien perçue par les habitants des PICs. Bon marché, cette main-d'œuvre étrangère est accusée de prendre le travail des habitants des PICs qui entretiennent une vive rancœur à son encontre. Lors des émeutes qui ont eu lieu aux Îles Salomon et aux Tonga en 2006, ou en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2009, la communauté chinoise a toujours été prise à partie. Cependant, avec le développement de l'aide chinoise à l'endroit de sa diaspora depuis le début des années 2010, on peut légitimement penser que de telles attaques, si elles venaient à se reproduire, susciteraient en retour la colère des autorités chinoises qui ne manqueraient pas de réagir en conséquence⁸⁵.

« *It is not difficult to conceive of a scenario five to ten years from now here anti-Chinese riots sparked by the perceived employment practices of a Chinese state-owned enterprise in Lae lead to a complete breakdown in law and order which envelops neighbouring Madang*

⁸³ Yang, Jian, *The Pacific Islands in China's Grand Strategy – Small States, Big Games*, New York, Palgrave Macmillan, 2011.

⁸⁴ « Il existe un risque que, puisque la Chine agit pour protéger ses intérêts dans des domaines de priorité stratégique moindre, comme le Pacifique Sud-Ouest, ses actions aient des effets secondaires, non-intentionnels et indésirables ».

⁸⁵ Connolly, Peter J., *op. cit.*, p.9.

and threatens the security situation in Port Moresby »^{86,87}. Dans ce scénario, la diaspora chinoise est une nouvelle fois la cible de la colère de populations d'un État insulaire de la région, avec pour conséquence l'intervention chinoise pour « extradier » ses ressortissants. « *Karl Claxton*³⁰³ *posed the question of what Australia would do if a 'friendly country' experiencing unrest asked for assistance in preventing a Chinese military evacuation operation* »^{88,89}. La marge de manœuvre australienne est dès lors limitée alors qu'il lui faudrait agir pour maintenir la sécurité dans son pré carré. Cet exemple pose la question des futures interactions entre Pékin et Canberra dans une zone où leurs intérêts et leurs prises de positions entreront, à un moment, en confrontation. Même si ces *accidental frictions* ne sont pas en mesure de déclencher un conflit ouvert entre les deux puissances, elles peuvent participer à entretenir un climat d'hostilité. Il sera dès lors opportun d'observer les interactions futures entre les deux nations.

La coopération comme moyen d'apaisement

Dans cet environnement où tout semble opposer l'influence chinoise à celle des occidentaux, la coopération militaire pourrait être un moyen de canaliser les tensions. Alors que le gouvernement australien cherche à développer des rapports de confiance et à accroître la transparence des liens qu'il entretient avec la Chine⁹⁰, la coopération militaire – qui s'articule autour d'exercices en commun, mais aussi par le dialogue des élites politiques sur les questions de défense – semble être un moyen de satisfaire aux objectifs fixés par le gouvernement australien. Malgré le peu d'activité du genre, « *they are of strategic significance in that they provide the potential for building confidence and trust between militaries* »^{91,92}. De plus, il convient de souligner que la coopération dans le Pacifique océanien sert aussi celle en Asie, un espace plus stratégique et plus

⁸⁶ Ibidem.

⁸⁷ « Il n'est pas difficile de concevoir un scénario d'ici cinq ans, où des émeutes antichinoises déclenchées par les pratiques d'emploi d'une entreprise publique chinoise à Lae conduisent à une rupture complète de l'ordre public qui s'étend au voisinage de Madang et menace la situation sécuritaire à Port Moresby »³⁰³ Professeur au Département des études économiques de l'Université de York.

⁸⁸ Claxton, Karl, *China's Sea Lines of Communication-implications for the South Pacific?*, *The Strategist*, 21 février 2014.

⁸⁹ « Karl Claxton a posé la question de savoir ce que l'Australie ferait si un 'pays amical' qui subirait des troubles et demandait une aide pour empêcher une opération d'évacuation militaire chinoise ».

⁹⁰ Défense White Paper, government of Australia, 2016.

⁹¹ Connolly, Peter J., *op. cit.*, p.9.

⁹² « Elles sont d'une importance stratégique dans la mesure où « elles offrent la possibilité de renforcer la confiance entre les forces armées ».

conflictuel⁹³. Ainsi, le Pacifique océanien, laboratoire de l'affrontement entre influence chinoise et occidentale, pourrait également devenir un centre d'expérimentation d'entente et de coopération entre la Chine et les puissances occidentales. Une possibilité réjouissante à un moment où les tensions se font de plus en plus fortes en Asie, ravivées en cela par la multiplication des provocations militaires nord-coréennes.

CONCLUSION

Le Pacifique océanien ne se limite pas aux seules influences occidentales puisque, depuis le début des années 2000, l'influence chinoise s'y est installée. Alors que les initiatives chinoises dans le monde se fondent souvent sur une approche économique des relations internationales, le Pacifique océanien est un espace où la puissance chinoise s'exprime autrement que par le seul prisme mercantile. Avec l'appui des PICs, qui apprécient son aide, Pékin défend certes ses intérêts économiques, mais continue aussi sa lutte diplomatique contre la reconnaissance du régime de Taïpei et cherche ainsi à établir une zone d'influence nouvelle, proportionnelle à son nouveau statut de puissance globale.

La volonté de rapprochement du Président français, Emmanuel Macron, avec la Chine ; la distance affirmée de l'Union Européenne avec les politiques décidées par le président Trump ; les relations d'interdépendance croissante entre la Nouvelle-Zélande, l'Australie et la Chine et le besoin impérieux des PICs de trouver des soutiens financiers pour soutenir leur développement pourrait façonner une nouvelle géopolitique du Pacifique océanien où les États-Unis seraient en retrait, isolés, et où la Chine deviendrait progressivement la puissance la plus influente de la région. Même si les États-Unis demeurent la principale puissance du Pacifique, les décisions de Donald Trump sur le climat, sa politique migratoire et la gestion du dossier nord-coréen ont fini de convaincre les acteurs politiques du Pacifique océanien que leur avenir s'inscrivait à l'écart de la politique étasunienne. Tant que Donald Trump conserve ses positions, Pékin

⁹³ Wallis, Joanne, *Australia's Changing Strategic Interests in the South Pacific*, China Policy Institute, 5 février 2014. Consultable sur : <https://cpianalysis.org/2014/02/05/australias-changing-strategic-interests-in-the-southpacific/> - consulté le 20/08/2017.

profitera de l'espace laissé vacant par Washington pour étendre son influence dans la région. Cette présence, sans cesse plus importante, n'est pas sans déranger, et les germes d'une opposition conflictuelle entre la Chine et les États-Unis se développent dans un espace qui demeure le laboratoire de leurs relations. ■

ASIA FOCUS #61

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFLUENCE CHINOISE DANS LE PACIFIQUE OCÉANIEN

Bastien VANDENDYCK/ Diplômé d'IRIS Sup' et de l'ICP

FÉVRIER 2018

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org